

ASSEMBLÉE NATIONALE

ROISIÈME SESSION

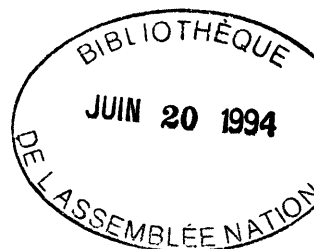
TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 22

**Loi modifiant diverses dispositions
législatives en matière de boissons
alcooliques et d'appareils de loterie
vidéo**

Présentation

**Présenté par
M. Robert Middlemiss
Ministre de la Sécurité publique**



**Éditeur officiel du Québec
1994**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi donne suite au Discours sur le budget du ministre des Finances du 12 mai 1994 concernant certaines modifications à apporter en matière de boissons alcooliques et d'appareils de loterie vidéo.

C'est ainsi que le projet de loi modifie d'abord le montant de certaines amendes relatives aux boissons alcooliques. Il précise de plus les pouvoirs des agents de la paix lorsqu'ils ont des motifs raisonnables de croire que des boissons alcooliques se trouvent dans un véhicule ainsi que les pouvoirs d'une personne qui effectue une inspection en vertu de la Loi sur les permis d'alcool. Il modifie en outre les règles applicables quant à la production de certificats d'analyse de boissons alcooliques et ajoute une disposition concernant la perception de la majoration établie par la Société des alcools du Québec sur certaines boissons alcooliques. Il prévoit enfin une disposition relative à certains droits et frais payables concernant les licences d'exploitant de site d'appareils de loterie vidéo.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:

- Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques (L.R.Q., chapitre I-8.1);
- Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., chapitre P-9.1);
- Loi sur la Société des alcools du Québec (L.R.Q., chapitre S-13).

Projet de loi 22

Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de boissons alcooliques et d'appareils de loterie vidéo

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 108 de la Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques (L.R.Q., chapitre I-8.1) est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Toutefois, dans le cas d'une infraction visée au paragraphe 2° du premier alinéa, l'amende est égale à la somme du montant déterminé en application du premier alinéa et d'un montant de 25,00 \$ par contenant à l'égard duquel la preuve révèle qu'il y a eu contravention à cette disposition. ».

2. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 114, du suivant:

« **114.1** Lorsqu'une personne est déclarée coupable d'avoir contrevenu à une disposition des articles 80 à 83, 89, 91, 92 ou 93 et que la preuve révèle que des boissons alcooliques possédées, gardées, livrées, transportées ou vendues illégalement par le contrevenant sont des boissons alcooliques que la Société ne commercialise pas et qui ne sont pas fabriquées, embouteillées ou livrées conformément à un permis délivré en vertu de la Loi sur la Société des alcools du Québec, l'amende est alors égale à la somme du montant déterminé en application de la disposition qui sanctionne l'infraction et d'un montant de 25,00 \$ par litre de telles boissons alcooliques, lorsqu'il ne s'agit pas de bière ou de cidre, ou d'un montant de 3,00 \$ par litre de telles boissons alcooliques, lorsqu'il s'agit de bière ou de cidre. ».

3. L'article 117 de cette loi, modifié par l'article 328 du chapitre 61 des lois de 1992, est de nouveau modifié par le remplacement, dans

les première et deuxième lignes, des mots «de l'article» par ce qui suit: «des articles 125.1 ou».

4. Cette loi est modifiée par l'insertion, avant l'article 126, du suivant:

«**125.1** Un agent de la paix, qui a des motifs raisonnables de croire que des boissons alcooliques se trouvent dans un véhicule, peut exiger du conducteur de ce véhicule qu'il l'immobilise et exiger du conducteur, du propriétaire ou de la personne qui a la responsabilité de ce véhicule qu'il lui permette de vérifier l'identification des contenants de boissons alcooliques transportés et, le cas échéant, qu'il lui remette pour examen le connaissement ou la lettre de voiture visés au deuxième alinéa de l'article 94 ou à l'article 95. Le conducteur et, le cas échéant, le propriétaire ou la personne qui a la responsabilité du véhicule doivent se conformer sans délai à ces exigences.

L'agent de la paix ne peut toutefois procéder à une saisie lors de l'immobilisation que conformément aux dispositions du Code de procédure pénale (chapitre C-25.1). ».

5. L'article 149 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

«Lorsque plusieurs contenants de boissons de format et de marque identiques sont saisis en même temps, le poursuivant n'est tenu de fournir un certificat d'analyse de la boisson saisie qu'à l'égard de celle contenue dans un seul de ces contenants, à moins que le juge, sur demande du défendeur, n'ordonne l'analyse du contenu d'un nombre déterminé de ces contenants.

Un préavis de la demande doit être donné par le défendeur au poursuivant, sauf si ce dernier y renonce. L'article 172 du Code de procédure pénale s'applique à cette demande. ».

LOI SUR LES PERMIS D'ALCOOL

6. L'article 111 de la Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., chapitre P-9.1) est modifié par l'insertion, dans la sixième ligne et après le mot «trouvent», de ce qui suit: «, prélever des échantillons».

LOI SUR LA SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC

7. La Loi sur la Société des alcools du Québec (L.R.Q., chapitre S-13) est modifiée par l'insertion, après l'article 19, du suivant:

« **19.1** La Société peut, pour l'application d'une entente conclue avec le gouvernement du Canada concernant la perception de la majoration établie par la Société sur les boissons alcooliques apportées au Québec d'un endroit situé hors du Canada, autoriser toute personne ou catégorie de personnes affectée à un bureau de douanes situé au Québec à exercer, au nom de la Société, les pouvoirs suivants :

1° accepter les boissons alcooliques visées par l'entente et qui sont cédées à la Société par celui qui les apporte au Québec d'un endroit situé hors du Canada;

2° prélever, à l'égard de ces boissons alcooliques, la majoration établie par la Société;

3° vendre ces boissons alcooliques à celui qui les a cédées;

4° retenir, à l'endroit déterminé par l'entente, ces boissons alcooliques jusqu'au paiement de la majoration;

5° remettre ces boissons alcooliques à la Société lorsque la majoration n'est pas payée.

Dans le cadre de cette entente, le gouvernement du Canada peut notamment être autorisé à rembourser, au nom de la Société, les montants relatifs à la majoration qui ont été payés en trop. ».

8. L'article 38 de cette loi est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant :

« Lorsqu'une personne est déclarée coupable de s'être livrée à une activité autorisée par un permis visé à l'article 24 sans être détentrice d'un tel permis et que la preuve révèle que des boissons alcooliques fabriquées, embouteillées, entreposées, livrées, transportées ou vendues illégalement par le contrevenant sont des boissons alcooliques que la Société ne commercialise pas et qui ne sont pas fabriquées, embouteillées ou livrées conformément à un permis délivré en vertu de la présente loi, l'amende est alors égale à la somme du montant déterminé en application du premier alinéa et d'un montant de 25,00 \$ par litre de telles boissons alcooliques, lorsqu'il ne s'agit pas de bière ou de cidre, ou d'un montant de 3,00 \$ par litre de telles boissons alcooliques, lorsqu'il s'agit de bière ou de cidre. ».

9. L'article 39 de cette loi, modifié par l'article 568 du chapitre 61 des lois de 1992, est de nouveau modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne et après ce qui suit : « 34 », de ce qui suit : « , 39.2 ».

10. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 39.1, du suivant :

«**39.2** Un agent de la paix, qui a des motifs raisonnables de croire que des boissons alcooliques se trouvent dans un véhicule, peut exiger du conducteur de ce véhicule qu'il l'immobilise et exiger du conducteur, du propriétaire ou de la personne qui a la responsabilité de ce véhicule qu'il lui permette de vérifier l'identification des contenants de boissons alcooliques transportés et, le cas échéant, qu'il lui remette pour examen le connaissement ou la lettre de voiture visés au deuxième alinéa de l'article 94 ou à l'article 95 de la Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques. Le conducteur et, le cas échéant, le propriétaire ou la personne qui a la responsabilité du véhicule doivent se conformer sans délai à ces exigences.

L'agent de la paix ne peut toutefois procéder à une saisie lors de l'immobilisation que conformément aux dispositions du Code de procédure pénale (chapitre C-25.1). ».

11. L'article 55.7 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants :

« Lorsque plusieurs contenants de boissons de format et de marque identiques sont saisis en même temps, le poursuivant n'est tenu de fournir un certificat d'analyse de la boisson saisie qu'à l'égard de celle contenue dans un seul de ces contenants, à moins que le juge, sur demande du défendeur, n'ordonne l'analyse du contenu d'un nombre déterminé de ces contenants.

Un préavis de la demande doit être donné par le défendeur au poursuivant, sauf si ce dernier y renonce. L'article 172 du Code de procédure pénale s'applique à cette demande. ».

DISPOSITIONS FINALES

12. Malgré toute disposition à l'effet contraire et jusqu'à la date que fixera par décret le gouvernement, aucun droit n'est payable pour la délivrance ou le renouvellement d'une licence d'exploitant de site d'appareils de loterie vidéo, ni aucuns frais pour l'étude de la demande d'une telle licence, si la demande de délivrance ou de renouvellement a été adressée à la Régie des alcools, des courses et des jeux avant cette date.

Aux fins du présent article, toute demande de renouvellement adressée à la Régie plus de 30 jours avant la date d'expiration de la licence est réputée lui avoir été adressée le 30^e jour précédant cette date.

13. La présente loi entre en vigueur le *(indiquer ici la date de la sanction de la présente loi)*.